



LE CITOYEN ET LA SCIENCE

Résumé

Cet article met en parallèle l'engagement citoyen et les avancées de la science. Il interpelle le citoyen à la vigilance à l'heure des choix en préconisant une discipline d'analyse des enjeux éthique, sociologique, économique, écologique et politique. Cela pour établir un rapport de force permettant aux citoyens d'exercer un contre poids susceptible de préserver de solides assises démocratiques en vue d'un bien commun.

La science est une source de pouvoir, tout comme la connaissance. En ce sens, il est difficile d'affirmer qu'elle fait de nous de meilleurs ou de pires citoyens. Cependant, une chose s'avère indéniable, la démesure d'un pouvoir sans contrepoids ou balise peut menacer le bien commun d'un détournement au profit d'une minorité qui n'est pas nécessairement méritante. Il est utile de rappeler la notion de bien commun. Pour Lamoureux (2007) :

La notion de bien commun recouvre deux significations assez différentes. Premièrement, la notion de biens communs (usuellement au pluriel) sert à désigner les éléments qui rendent possible la vie de l'humanité, comme la terre, l'air, l'eau, etc. Les biens communs sont donc des ressources nécessaires au développement de l'ensemble des êtres humains et qui échoient en partage à l'humanité. [...] Dans un deuxième sens, la notion de bien commun (habituellement utilisée au singulier) réfère à ce qui serait souhaitable pour le développement d'une collectivité politique.

Comme plusieurs jeunes des années 1960, j'ai cru fermement que la science pouvait nous aider à nous libérer de certaines souffrances, comme la maladie ou la faim et

Par
P. Luc Dupont,
Spécialiste
en affaires
internationales,
Président
de la Société
de recherche
en orientation
humaine

Nous croyons comprendre, alors que nous emmagasinons des bribes d'information.



qu'elle permettrait de connaître une vie meilleure. C'était aussi l'époque de la conquête spatiale, où la rivalité entre les États-Unis et l'Union soviétique prenait les allures d'une course contre la montre. Cela n'était pas uniquement une question de triomphe, mais aussi de technologie et de contrôle d'une sphère d'activités susceptibles de changer les rapports de forces sur des plans stratégique et tactique tant sur les échiquiers militaire, industriel qu'économique. Les applications découlant de la mise en orbite de satellites en sont une illustration convaincante toujours présente dans notre quotidien avec notamment les télécommunications, le transport aérien, la gestion du trafic automobile, le « GPS » ou même la météorologie sans oublier les opérations militaires.

À cette époque de ma jeunesse, le rêve de la conquête spatiale me permettait d'espérer que je pourrais m'évader de ma vie tranquille pour découvrir l'univers. Mais en même temps, l'absence de technologie à ma disposition, tel un vaisseau spatial pour

me balader d'une galaxie à l'autre, devenait une excuse pour ne rien faire et même une justification de mon inaction. L'alternative des vertus de l'effort, de la discipline, du courage et de la détermination étaient une bien maigre consolation, même si cela devait me permettre de constater des années plus tard leur utilité pour amorcer une démarche de découverte de mon identité humaine. J'ai pu, avec le temps, développer une capacité d'action en vue de m'affranchir de plus en plus d'une passivité qui creusait sans cesse l'écart entre mes aspirations et la réalité. Aujourd'hui, je m'interroge à savoir si un tel état de léthargie n'est pas souhaité dans la mesure où cela a pour effet de désamorcer l'impulsion de l'action des forces vives d'une société et ainsi sagement l'insérer dans le giron d'un ordre social et politique quelconque.

Notre vie sociale actuelle axée sur la consommation et l'individualisme nous impose une course perpétuelle, dans laquelle plusieurs d'entre nous fonctionnons en mode de réaction plutôt qu'en mode d'anticipation. Nous croyons comprendre ce qui se passe en société alors que nous emmagasinons des bribes d'information ici et là sans toujours saisir tout le sens des événements, de nos actions et l'impact que nous pouvons avoir sur l'évolution de notre société, sur notre bien-être futur et celui de la nation.

Nous sommes également en mode de spécialisation et d'efficacité qui nous fait chercher des solutions à des problèmes précis, ce qui nous empêche parfois d'avoir une perspective d'ensemble. Pourtant, cette recherche de compréhension est un investissement, une démarche, voire une quête continue qui permet d'établir des liens entre les enjeux même si elle s'avère parfois imparfaite. Elle permet surtout de renforcer notre capacité d'action comme citoyen et d'exiger des organisations nationales ou internationales, des entreprises ou des législateurs plus de transparence et de responsabilité sociale.

L'asymétrie des connaissances entre ceux qui savent et ceux qui ignorent est une source certaine de déficit démocratique.



Sans cette conscience, l'appât du gain et la recherche de privilèges sont susceptibles de permettre aux forces opportunistes de tirer parti de n'importe quelle situation sans égard au bien commun. Ce dernier ne peut être défendu sans que nous en devenions partie prenante, avec une vision, une passion et une véritable détermination.

Ramonet (1998), ancien directeur de la rédaction du Monde diplomatique, décriait déjà ce processus, il y a quelques années :

Nous assistons également à un découplage radical entre, d'une part, l'évolution des nouvelles technologies de l'information et, d'autre part, la notion de progrès de la société. L'essor, depuis le début des années 60, de la biologie moléculaire, associé à la puissance de calcul que permet désormais l'informatique, a fait voler en éclats la stabilité générale du système technique. Le contrôle de celui-ci par la puissance publique devient de plus en plus ardu. Résultat : les responsables politiques se révèlent incapables de mesurer les menaces de cette accélération des technosciences. Ils passent, là aussi, dans la dépendance d'experts non élus qui pilotent dans l'ombre les décisions gouvernementales. [...] Un tel essor du néolibéralisme s'accompagne, même dans les pays les plus développés, d'une réduction significative du rôle des acteurs publics, à commencer par les Parlements, ainsi que d'un saccage écologique,

d'une explosion des inégalités et du retour massif de la pauvreté et du chômage. Ce qui représente la négation de l'État moderne et de la citoyenneté.

Pour ce penseur, l'avenir de la démocratie telle que nous l'avons connue est en péril ainsi que le rôle de l'État comme moyen servant au développement du bien commun.

La culture de l'instantanéité et du virtuel ne nous laisse plus le temps de réfléchir.



L'asymétrie des connaissances entre ceux qui savent et ceux qui ignorent est une source certaine de déficit démocratique, mais une telle asymétrie entre ceux qui gouvernent et ceux qui agissent est alarmante. La question des gaz de schistes au Québec (Francoeur, 2010) en est une belle illustration alors que de puissants intérêts commerciaux ont exercé de fortes pressions sur les autorités gouvernementales qui ont eu à concéder un retrait tactique devant une mobilisation de la population, et ce en espérant qu'une conjoncture plus favorable permette à ces projets d'être relancés.

Un peu plus loin de nous, dans le golfe du Mexique, la commission d'enquête sur le désastre Deep Water Horizon mise sur pied par le Président Obama impute cet accident écologique sans précédent à une gestion défailante et insiste sur le fait qu'il ne s'agit pas d'un accident isolé :

Les causes profondes sont systémiques et, à moins d'une réforme significative tant pour ce qui est des pratiques du secteur que des politiques gouvernementales, cela pourrait se reproduire (Rascoe, 2011).

Dans un autre registre, au nom de la facilité et de nombreux aspects pratiques de l'informatique, nous renonçons peu à peu, sans trop faire attention à des éléments de notre vie privée. Chaque petite décision, chaque choix pris à la pièce ne change rien, mais le cumul engagé dans ce processus finit par créer une situation où notre profil social, économique et relationnel finit par se dévoiler (Paré, 2011). Ce profil, individuel ou agrégé est finalement étudié par les artisans de l'influence pour cibler des messages afin d'orienter des décisions d'achat ou susciter l'adhésion à des idées.

Parallèlement, la culture de l'instantanéité et du virtuel ne nous laisse plus le temps ou le luxe de réfléchir, de comprendre ou de faire le tri entre ce qui relève des condi-

tionnements et de la normalité sociale de ce qui est réel. Qu'advient-il de la liberté et de la démocratie quand les choix individuels ou sociaux ne se font plus en fonction de critères éclairés, mais en fonction de valeurs servant à donner une légitimité aux choix établis par nos pulsions?

Le rétrécissement de ce que l'on croit comprendre nous amène, par exemple, à suivre avec assiduité les démêlés d'hommes ou de femmes publiques et de politiciens dont les frasques privées sont affichées dans les médias alors que les tenants et les aboutissants de la crise financière qui frappent plusieurs pays européens nous échappent.

Pour une accessibilité aux connaissances scientifiques

Non seulement la science a permis à l'humanité de s'affranchir de sa condition de survie, elle lui a aussi donné la possibilité d'aller au-delà de l'instinct et de la satisfaction de ses besoins de base (logement, nourriture, santé primaire) pour lui permettre d'aspirer à un niveau supérieur d'évolution. Cette impulsion n'aurait pas été possible sans le processus de découverte scientifique qui suppose une différenciation entre le subjectif et l'objectif; entre les faits vérifiables et les opinions, entre les affirmations et les hypothèses.

Dans une optique plus contemporaine, la science nous rappelle l'écart entre le théorique et l'empirique et même entre le virtuel et le réel.

Le défi pour notre société n'est pas de faire le procès de la science, mais bien de reconnaître l'importance de la connaissance dans une société du savoir et de veiller à ce que chaque citoyen en soit investi. Et pourtant, au moment d'écrire ces lignes, il est impossible à près de 800 000 québécois de lire un simple texte (Thériault 2011).

Sans cette connaissance et ce goût d'apprendre, comment peut-on se prémunir contre le démagogique, contester le superficiel et exiger la rigueur? Comment revaloriser la compétence comme source d'influence et de pouvoir dans notre société pour ainsi accorder une préséance au savoir-faire plutôt qu'au *faire savoir*?

En tant que parent, je veux préparer un avenir pour mes enfants et éviter que nous nous retrouvions dans une situation d'apartheid non pas fondé sur la race, mais sur les asymétries des connaissances et des informations. Je veux que nous prenions conscience de l'impact du visuel sur notre façon de se faire une opinion, afin de nous prémunir contre des dérives éventuelles.

Récupérer notre pouvoir comme citoyen exige que nous valorisions le processus d'apprentissage scientifique pour nous aider à comprendre, veiller et prendre part à l'évolution de notre société avec un esprit de discernement, d'engagement et de collaboration.

Parallèlement, un effort de mise à niveau est nécessaire pour mettre un terme aux éléments d'exclusion qui persistent dans notre société. Ce n'est qu'à ces conditions qu'il nous est permis d'espérer la continuité de nos assises démocratiques dans une optique de bien commun. ■

Références

- Francoeur, L.G. (2010, 4-5 septembre). Le BAPE : un mandat atrophié, *Le Devoir*.
- Lamoureux, D. (2007, 20 juin). Bien commun et intérêt public, *Tribunes solidaires* http://classiques.uqac.ca/contemporains/lamoureux_diane/bien_commun_interet_public/biencommun_interet_public_texte.
- Paré, I. (2011, 7 janvier). La liseuse numérique, futur Big Brother? Tout ce que vous lirez sera retenu contre vous, *Le Devoir*, p. 1.
- Ramonet, I. (1998, mai). Besoin d'utopie, *Le monde diplomatique*, <http://www.monde-diplomatique.fr/1998/05/RAMONET/10521>.
- Rascoe, A. (2011, 6 janvier). L'avarice de BP a causé la catastrophe, *Le Devoir*.
- Thériault, N. (2011, 3-4 septembre). La fabrique des exclus, *Le Devoir*, p. G1.